

La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1089 - juillet 2008 SOMMAIRE :



• ACTUALITÉ :

page 2 **Au fil des jours**

JEAN-PIERRE MON dénonce l'absurdité de la politique agricole européenne et la duplicité du G8 face à la hausse du prix du pétrole. Mais il se réjouit que des données relatives aux durées hebdomadaires du travail en Europe... apportent de l'eau à notre moulin.

• DOSSIER D'ACTUALITÉ: L'ALIMENTATION MONDIALE

page 3 **Il faut arrêter ces crimes !**

MARIE-LOUISE DUBOIN rappelle comment s'est effectuée la "modernisation" de l'agriculture mondiale, au mépris des paysans et de la nature. Elle soutient les citoyens qui tentent de convaincre les puissants de ce monde de la nécessité d'une agriculture raisonnable.

page 4 **Savoir garder ses paysans**

DANIEL VUILLON témoigne de ce qu'il a observé lors d'un voyage : le Japon a su, jusqu'à maintenant, garder ses paysans, mais les jeunes y sont attirés par "la modernité" des villes...

pages 5-6 **Pour résoudre les problèmes de l'environnement**

Traduction française de la "Déclaration de Kobé" adressée par le mouvement "changer l'agriculture" aux Présidents des pays du G8 qui s'inquiètent de l'évolution du climat global.

page 7 **Un échec retentissant**

Informations sur le sommet extraordinaire de l'organisation de l'ONU pour l'alimentation, tenu à Rome pour réagir aux émeutes suscitées par la faim et assurer la sécurité alimentaire : malgré une volonté affichée, aucun accord n'a été conclu...

• RÉFLEXIONS :

pages 8-9 **Les illusionnistes**

GÉRARD-HENRI BRISSÉ ne croit pas aux brillants discours des politiciens, surtout ceux qui prônent l'individualisme. Il voit monter le mécontentement des peuples.

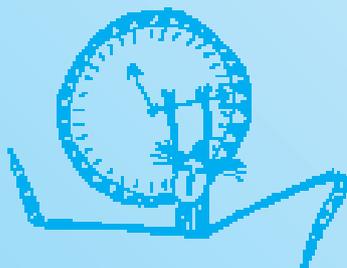
page 11 **L'argent étirable**

Sur le «web», "GUILLAUME DE BASKERVILLE" s'est intéressé à la montée des prix aux États-Unis. Il s'est aperçu que si la monnaie électronique est facilement créée, l'immobilier, dont le prix lui est lié, reste une réalité tangible. Alors, comme dans le cas des subprimes, quand la première rend élastiques les prix dans le second, ouille, ça peut faire très mal... !

page 12 **I. Regarder la vérité en face et éviter la barbarie**

JEAN-LOUIS GLORY, dans cette première partie, fait le tour du problème de l'immigration vers l'Europe, tel qu'il se présente dans le système actuel.

pages 14- 15 **Courrier des lecteurs**



GR 1089 - France 2,20 euros

ISSN : 0398-2076

commission paritaire N°0408 K 83051



VIVE LA RARETÉ

Il y a quelques mois, à la lecture des journaux, on avait cru comprendre que l'Europe, si ce n'est le monde entier, allait être confrontée à une pénurie généralisée de lait. D'où les diverses augmentations des produits laitiers que nous venons de subir. La réalité semble pourtant tout autre. Fin mai, les journaux télévisés allemands montraient des images de quantités de lait déversées dans les champs ou données à boire au bétail. La fédération des producteurs de lait allemands venait en effet de déclencher une grève des livraisons pour protester contre les prix trop bas pratiqués par les laiteries en accord avec les distributeurs. Et ils se débarrassaient de leurs excédents comme ils pouvaient. Mais le problème ne touchait pas que les producteurs allemands, premiers producteurs de lait de l'Union européenne car, selon le Bureau européen du lait (EMB), l'Autriche, les Pays-Bas, la Suisse, la Belgique pourraient rejoindre le mouvement auquel le Luxembourg, l'Italie et l'Est de la France ne devraient pas rester étrangers. La porte-parole de l'EMB résume : «*Les exigences sont les mêmes pour tous : un prix fixe et équitable pour l'année 2008, la mise en place d'un système de fixation des prix fondé sur les coûts de production et une régulation en volume qui soit plus flexible*». La revendication prioritaire des producteurs est que le lait soit payé 43 centimes d'euros le litre contre 25 à 35 actuellement. Ce qui n'est évidemment pas l'avis des distributeurs, grands et petits : «*L'an dernier, il y avait trop peu de lait et les prix ont monté. Maintenant, il y a surproduction et donc les prix descendent*», réplique l'association des commerçants détaillants. Le ministre allemand de l'agriculture réaffirme son hostilité à la suppression des quotas laitiers dans l'Union européenne prévue pour 2015. Le gouvernement allemand craint que la baisse des prix s'accélère si l'on ouvre les vannes de la production.

Et dire que, de ce côté-ci du Rhin, Sarkozy ne sait pas comment faire baisser les prix !!!

NAÏFS OU FAUX-CULS ?

Les ministres des finances du G8¹ se sont réunis les 13 et 14 juin à Osaka (Japon) pour faire le point sur la "flambée" des prix du pétrole. Le communiqué final affirme (sans rire !) : «*Nous avons de fortes préoccupations concernant la hausse aiguë du prix du pétrole [...] ses effets sur la stabilité de l'économie mondiale et sur le bien-être des populations*». Les ministres ont lancé un appel explicite aux pays producteurs de pétrole leur réclamant «*d'augmenter leur production et d'investir pour renforcer à long terme les capacités de production*». Mais, ce n'est pas tout : ces petits curieux de ministres voudraient aussi identifier clairement l'origine de la volatilité des prix et ses effets sur l'économie mondiale, comme l'indiquait (sans rire) notre ministre des finances C. Lagarde :

«*Cette hausse globale, massive et durable présente des aspects inexplicables. Le G8 veut condamner les mouvements spéculatifs et les profits anormaux*». Mais le comble de la duplicité (ou de la naïveté ?) est atteint lorsque Dominique Strauss-Khan, président du Fonds monétaire international (FMI) déclare que le FMI et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) travailleront ensemble sur l'analyse du marché pétrolier et des «*courroies de transmission entre les marchés financiers et l'économie réelle*». Un rapport sera rendu d'ici à la fin octobre. (Nous l'attendons avec la plus grande impatience ... et le baril autour de 150 dollars). Mais ne soyez pas inquiets, aucune mesure coercitive n'est envisagée pour stopper la spéculation. Bien au contraire, le G8 veut s'assurer que les "investisseurs" disposent d'une information transparente, notamment sur les stocks de pétrole, reflétant le «*juste prix*» du brut. Et vous allez voir ce que vous allez voir : dès que la France aura pris la Présidence de l'Union, l'Europe va donner l'exemple de cette transparence en publiant, comme le font les États Unis, l'état de ses stocks hebdomadaires. «*J'ai bien l'intention que nous passions à l'acte dès le 1er juillet*», a déclaré Christine Lagarde. Ça va tout changer !

UNE IDÉE RIDICULE

«*C'est celle qui consiste à croire qu'augmenter la durée du travail serait pour la France la seule manière de retrouver son rang. D'abord, parce que contrairement à ce qu'on nous assène, les salariés français travaillent plus en moyenne par semaine (36,5 heures) que les Allemands (34,6 heures) dont la santé commerciale est florissante, que les Scandinaves (34,5 heures au Danemark, 35,6 en Suède et 33,2 en Norvège) qui affichent les meilleures performances économiques et sociales du monde, que les Néerlandais (29,5 heures) et même que les Américains (33,9 heures). Ensuite parce que ce qui caractérise le développement économique depuis la révolution industrielle, c'est la relation étroite entre la réduction du temps de travail et les gains de productivité. Dans tous les pays industrialisés, on travaille deux fois moins longtemps et on produit vingt fois plus en une heure de travail qu'il y a cent trente ans. Cela se retrouve dans la dispersion des durées hebdomadaires de travail en Europe : c'est dans les pays les plus développés que la durée hebdomadaire du travail est la plus faible et dans les moins développés qu'elle est la plus longue (plus de 40 heures dans l'est de l'Europe et plus de 50 en Turquie)*».

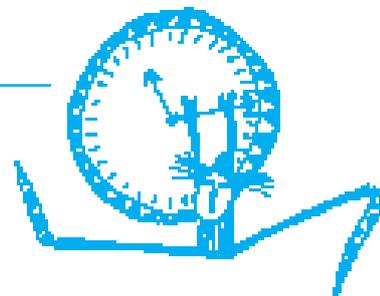
Ce texte est extrait de l'article *Travailler tous, et mieux* de Dominique Méda, sociologue, et Pierre-Alain Muet, économiste et député PS, paru dans *Le Monde* du 18 juin. Il contraste fortement avec tout ce que l'on entend habituellement et fournit une série de chiffres intéressants qui soutiennent les thèses que nous défendons depuis des décennies.

Jean-Pierre Mon.

1. Les 8 puissances les plus riches du monde : Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie.

Il faut arrêter ces crimes !

par Marie-Louise Duboin



Les conséquences de la course au profit financier, telle qu'elle s'est généralisée et est devenue l'objectif de toute entreprise, a partout des conséquences catastrophiques, mais c'est sur l'agriculture que ses effets sont les plus lourds. Les économistes théoriciens du capitalisme, avec leurs belles théories sur les rendements, les coûts marginaux, les vertus de la spécialisation etc, ont convaincu les "grands investisseurs" que leur intérêt était de transformer l'agriculture en de vastes entreprises gérées selon leurs "sains" principes, déjà appliqués à l'industrie : achetez toutes les terres agricoles que vous pourrez, leur dirent-ils, et pour en tirer les meilleurs rendements, organisez-en l'exploitation de façon intensive : tel pays, telle spécialité, vous en obtiendrez une production massive que le monde entier vous achètera (puisqu'il n'aura plus le choix) et l'alimentation sera une affaire qui marche, d'abord pour vous, ensuite pour les marchands de semences, d'engrais et de matériel agricole, puis pour les transporteurs qui vont sillonner la planète sur les routes, les mers et dans le ciel et enfin, au bout de cette chaîne, pour les grands distributeurs. Ce productivisme était, d'après eux, la clef de la prospérité pour tous.

Ce fut effectivement très lucratif pour toutes les multinationales concernées, et du travail pour leurs employés. N'empêche que toute cette belle construction se révèle une catastrophe : d'abord pour les paysans dépossédés de leurs terres, ils sont la majorité des 860 millions de personnes qui souffrent de malnutrition, ensuite pour les terres elles-mêmes et pour l'environnement (érosion, épuisement des sols par absence de rotation, perte de la biodiversité, abus de pesticides et d'engrais, pollution de l'atmosphère et des nappes phréatiques, etc.) et enfin pour toutes les populations du monde parce que cette production de masse n'est pas saine, le choix de la quantité s'est fait au détriment de la qualité, alors qu'évidemment la santé dépend de l'alimentation.

À l'origine de cette "modernisation" de l'agriculture mondiale, les idéologues de l'économie libérale raisonnent en ne prenant en considération qu'un seul et unique critère, la rentabilité. En établissant leurs règles pour augmenter les rendements, en affirmant la nécessité de la compétitivité et de la croissance, ils ont écarté tous les autres aspects, négligeant ce qui est vivant, impondérable, souvent changeant, imprévisible. Ils ont ainsi méprisé les risques qu'ils faisaient courir à la nature et à l'humain.

Au vu du résultat, on peut parler de crime contre l'humanité, présente et à venir.

La gravité des conséquences de ces errements impose de changer totalement la façon de concevoir l'économie. Il faut, au contraire, donner la priorité à l'humain et à la protection la nature, au lieu de ... les exploiter, dans tous les sens de ce terme.

*

Mais se fixer d'autres objectifs, cela signifie sortir du capitalisme, même si cette vérité est difficile à admettre.

Ne l'ayant pas encore admise, ou bien effrayés par l'étendue du pas à franchir, de plus en plus de gens cherchent les moyens de suivre d'autres aspirations *sans sortir de cette économie de marché*. Ou sans y penser.

Certains expérimentent des ententes concertées entre citoyens, producteurs et consommateurs, pour décider eux-mêmes de ce qu'ils vont produire et consommer. Je cite¹ ces expériences car elles me paraissent être une avancée vers ce que j'ai proposé² sous le nom de "contrat civique" en économie distributive. Bien qu'il soit envisagé d'en lancer dans le domaine du spectacle, toutes ces expériences actuelles se pratiquent dans le secteur agricole. Il y en a depuis près de 40 ans au Japon (les Seikatsu), aux États-Unis elles portent le nom de Community Supported Agriculture (CSA) et en France, elles s'intègrent dans le réseau Alliance paysanne et portent le nom d'AMAP³. Leur motivation est clairement annoncée : il s'agit de «contrats locaux entre agriculteurs et consommateurs» s'engageant mutuellement, les uns pour produire, les autres pour acheter et consommer, des vivres issues d'une agriculture raisonnée, respectueuse de l'environnement et de bonne qualité.

Parmi ces chercheurs d'avenir pour l'humanité beaucoup sont convaincus de la nécessité de développer partout dans le monde une autre agriculture. Parmi eux, les adhérents du mouvement "Changer d'agriculture !", partisans d'une agriculture dite "organique", sont conscients que les conséquences de leurs choix dépassent leur propre intérêt, et ils ont tenté de le faire comprendre aux responsables du G8 qui se concertaient, en mai dernier, sur les problèmes posés par l'environnement. Nous pensons que, bien que cela ne suffise pas, ils ont tout à fait raison, leurs arguments sont solides. D'autant de l'audience que leur accorderont les puissants de ce monde, et les grands médias, nous publions⁴ la traduction en Français de leur intervention, pour la faire connaître.

1. dans *Mais où va l'argent?* page 226.

2. dans GR 901 de juillet 1991.

3. AMAP= Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne.

4. ci-dessous, pages 5-6.

En ces temps de crise alimentaire, qualitative et quantitative, D.VUILLON, l'initiateur des AMAP en France, témoigne de ce qu'il a pu observer de l'agriculture telle qu'elle est pratiquée au Japon. Il y a là vraiment une leçon à tirer :

Savoir garder ses paysans

par Daniel Vuillon

Invité à intervenir dans le cadre d'un symposium concernant le réchauffement climatique et ses conséquences sur la souveraineté alimentaire et les productions agricoles, à Kobé, du 23 au 25 Mai, je fais part ici de mes observations sur ce que j'ai pu voir et ressentir, plutôt qu'un compte rendu détaillé des multiples rencontres et visites que j'ai pu faire dans un temps pourtant très court.

Une généralité tout a fait étonnante : le Japon, 150 millions d'habitants, est le seul pays développé (la 2ème puissance économique mondiale) à avoir su garder ses paysans : 15 millions, soit 10 % de la population ! (0,8 % en France !!!). En plus, cette agriculture n'est pas du tout exportatrice mais essentiellement nourricière de proximité. Et même si aujourd'hui elle ne couvre que 40 % des besoins de la population, elle est capable de la nourrir toute ...

Pourquoi ce constat ?

— À mon avis plusieurs raisons :

- Dès 1945, à cause de l'insularité du Japon, puis de son relief, puis de sa densité de population, les autorités japonaises ont préservé de toutes autres activités les bonnes terres agricoles.
- Dès les années 60, à cause de l'insécurité alimentaire, les mères de famille ont créé les *Teikei* véritable bouée de sauvetage des petites fermes.
- Les Japonais sont très attachés à leur tradition culinaire, leur cuisine, excessivement diversifiée, utilise énormément de produits différents.
- Ils ont la culture de la perfection, de la précision et du raffinement ; d'où une très grande exigence sur la qualité des produits qu'ils consomment, dont la fraîcheur, ils veulent donc proximité et circuits courts.
- Autre constatation : en dehors des Sumo (!) on ne voit pas d'obésité dans la rue, ce qui sous-entend une bonne nourriture, riche mais équilibrée, car ils ont une puissance de travail fantastique.

LES TEIKEI

Première observation : il en existe une très grande quantité encore aujourd'hui. Mais ce mouvement n'est jamais arrivé à se fédérer, ni à s'organiser au niveau régional, et encore moins au national (tiens, tiens !), les acteurs du mouvement se disputant continuellement entre les

puristes 100 % en *Teikei*, les bio et moins bio et les dérives, dont les grandes coopératives de consommateurs.

Cela signifierait-il que ce mouvement est inorganisable ? Pourtant l'ambiance, dans chacun d'entre eux, reste géniale d'après ses acteurs. Toujours est-il qu'il est très difficile de connaître leur nombre d'une façon précise.

Pour les jeunes, ce mouvement, maintenant ancien au Japon, est un peu ringard. Ils recherchent des formes plus dynamiques *pour la commercialisation*¹ de leur production. Mais quelle ne fut pas leur surprise lorsque je rendis hommage à leur initiative en leur montrant que leur concept contenait des principes universels, qui se développent ainsi dans tous les pays, riches ou pas, au Nord comme au Sud ; qu'il était l'expression d'un grand modernisme, puisque porté par des jeunes !

Cela a beaucoup ému les anciens, producteurs et consommateurs, créateurs du concept : ils ignoraient que leur idée connaît aujourd'hui un essor impressionnant partout sur la planète !

J'espère que ce témoignage participera à une relance du concept chez eux. Et que les jeunes, producteurs comme consommateurs, auront compris son actualité.

La "bio"

Sur le débat, qui est continu aussi au Japon, sur la bio, certifiée ou non, une constatation : 5.000 paysans sont bio certifiés, 225.000 sont bio sans certification (en particulier ceux qui sont en *teikei*). La certification est très onéreuse et très contestée. Depuis deux ans les pouvoirs publics encouragent une agriculture propre et en particulier l'agriculture biologique.

Les exploitations agricoles sont minuscules. Ainsi, dans la région de Kobé où j'étais, il y a 100.000 fermes dont la moyenne de surface est de 0,7 hectare. Sur ces fermes on cultive d'abord du riz, puis des légumes et, si c'est en couple, de la volaille.

Les fermes sont trop petites pour pouvoir embaucher. La plupart du temps, le paysan travaille seul, aidé par sa famille. La petite mécanisation est très développée, surtout pour la production de riz, même pour les petites fermes.

La culture sous serres-tunnels est présente, mais

1. NDLR

C'est nous qui soulignons pour montrer que, là encore, c'est l'aspect financier, l'argent qu'on peut tirer, qui passe avant tout autre considération.

le risque de typhons freine son développement.

La région de Kobé participe au soutien de son agriculture par la construction de 500 marchés couverts, dispersés sur le territoire ; mais les paysans peuvent difficilement quitter leur ferme pour la vente directe, sauf s'ils travaillent en famille.

Un des très gros challenges de l'agriculture japonaise est le renouvellement des générations : 40 % des agriculteurs japonais ont plus de 65 ans ! Les jeunes sont plus attirés par l'extrême modernisme des villes que par le traditionalisme des campagnes. Redonner une image positive de l'agriculture est absolument nécessaire avec, en plus, des mesures incitatives à l'installation.

Une autre constatation laisse rêveur : la seule filière agricole qui a connu une forte diminution du nombre d'agriculteurs est la filière lait, mais c'est aussi la seule filière dont le prix était garanti par l'État à un niveau très rémunérateur. Y a-t-il un lien ? Toujours est-il que dans cette filière le nombre d'éleveurs, sur tout le Japon, est passé de 1.500 à 20 ! Mais le nombre de vaches est resté le même ! Sur ces exploitations restantes le nombre de vaches laitières varie de 1.000 à 1.500 ... Bonjour la traite ! Je n'ai pas pu visiter ce type d'élevage, il se pratique beaucoup plus au Nord, dans la région d'Hokkaido.

Concernant la bio-diversité, aucun frein n'existe à son maintien : seulement des mesures phytosanitaires sur l'importation de semences (par exemple le doryphore n'existe pas au Japon, d'où des contrôles sur les importations de semences de pomme de terre).

Je voudrais remercier Rudi Berli, paysan du Jardin de Cocagne de Genève (qui n'a rien à voir avec les Jardins de Cocagne français) qui a participé avec moi au symposium et qui a eu la gentillesse d'assurer la traduction pendant tout mon séjour, car notre guide permanent japonais s'exprimait en anglais. Nos nombreux échanges pendant ce voyage m'ont fait découvrir plus en détail l'agriculture suisse, et je pense qu'il serait très intéressant d'organiser début 2009 un voyage en Suisse à la découverte de cette agriculture, exemplaire sur bien des côtés ! Toujours est-il qu'en Suisse les ACP (Agriculture Contractuelle de Proximité = les AMAP chez nous) connaissent un fort développement en ce moment. Elles se sont fédérées ce printemps dans la Fédération Romande pour l'Agriculture Contractuelle de Proximité.

Voici la traduction en Français de la déclaration, transmise par Daniel Vuillon et issue du symposium auquel il a participé à Kobé. Cette déclaration sera remise aux Présidents des Pays du G8 qui se réunissent en juillet au Japon.

Daniel Vuillon commente son envoi en ces termes : «*Bien sûr, ce texte pourrait être complété par bon nombre d'autres recommandations mais si les quatre qui sont décrites étaient prises en compte par les pays les plus riches, la planète se porterait déjà mieux !*»

Déclaration du mouvement "Changer l'agriculture !" au symposium international de Kobé (25 mai 2008)

Pour résoudre les problèmes de l'environnement

Pour répondre aux problèmes posés au sommet du G8 de Toyako, au Japon, en 2008, à savoir ceux du réchauffement global, de la biodiversité, de la crise alimentaire et le souci de n'émettre que de faibles taux de gaz carbonique, nous proposons «*une politique d'agriculture, d'alimentation et d'environnement soutenables basée sur l'agriculture organique*».

Les crises à l'échelle planétaire, telles que les anomalies climatiques, la montée des prix des vivres et des ressources et la raréfaction de l'eau potable, ne font qu'empirer. Pour résoudre ces crises, nous attirons l'attention sur la relation entre agriculture, alimentation et environnement :

Pendant des siècles, la société humaine a été nourrie par les terres cultivées et les pâturages, qui occupent environ le tiers de la surface de la planète. Celles-ci ont produit la nourriture, assuré l'habillement et l'habitat pour les populations, formé les cultures et conservé l'environnement local. Telle était la relation entre les êtres humains la Terre.

L'agriculture moderne a été construite ensuite avec des structures d'entreprises commerciales qui ont poussé à l'extrême l'industrialisation et le commerce mondial. De telle sorte que l'agriculture, aujourd'hui industrielle, a sa part dans la destruction de l'environnement.

Notre objectif est de mettre fin à cette société industrielle moderne qui dépend de ressources limitées, à cette lourde économie de marché centralisée, structurée par l'OMC, et de la transformer en une société durable, basée sur la coopération et sur des productions recyclables.

Nous croyons que l'agriculture organique durable, qui est ce qu'une authentique agriculture doit être, est le point de départ nécessaire pour atteindre ce but.

Voici les voies de sortie que nous proposons et que les gouvernements du Japon et des autres pays du G8 devraient étudier pour améliorer l'environnement global : ● ● ●

● ● ● **1 • PROMOUVOIR L'AGRICULTURE ORGANIQUE À L'ÉCHELLE APPROPRIÉE POUR QUE LES PRODUCTEURS, LES DISTRIBUTEURS ET LES CONSOMMATEURS PUISSENT COOPÉRER.**

La petite échelle et la polyculture, qui conviennent à la diversité de l'environnement local, constituent l'organisation la plus efficace pour réaliser l'agriculture organique.

Il faut un système de distribution à cette échelle pour pouvoir fonctionner avec cette variété de petites cultures.

Aujourd'hui la sécurité alimentaire est de plus en plus mise en danger par l'extrême commercialisation des produits alimentaires et par la priorité dévorante qui est accordée au marché. Pour parvenir à la sécurité alimentaire il faut établir une relation stable entre producteurs et consommateurs. Nous avons besoin de développer une relation humaine qui permette d'apprendre mutuellement et de se soutenir les uns les autres.

D'où la nécessité de promouvoir dans le monde une agriculture organique à l'échelle appropriée pour que puissent coopérer producteurs, distributeurs et consommateurs.

2 • MENER UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE COMMUNAUTÉS LOCALES ET DE BIODIVERSITÉ BASÉE SUR L'AGRICULTURE, LA NOURRITURE ET L'ENVIRONNEMENT.

Le corps humain fait partie d'un cycle naturel qui est maintenu par la nourriture issue de l'agriculture. Toute vie est connectée de façon inséparable à l'environnement.

Il faudrait donc tenir compte de cette étroite connection entre agriculture, alimentation et environnement. Le développement de l'agriculture organique durable, qui harmonise les diverses écologies de la terre, réalise ce fondement de la santé humaine.

La politique basée sur agriculture, alimentation et environnement peut être réalisée en établissant des exploitations organiques. Il faut encourager l'indépendance et la diversité de chaque région, de chaque pays, en maintenant la biodiversité, donc encourager la stabilité des communautés locales, donc de l'environnement global.

3 • ÉTABLIR DES RÈGLES DE COMMERCE QUI SOIENT SAINES VIS À VIS DE L'ENVIRONNEMENT EN VALORISANT L'AGRICULTURE LOCALE ET L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE.

L'agriculture organique est une méthode d'exploitation moins lourde pour l'environnement. Elle utilise les ressources locales et réunit les moyens de production locaux, ce qui évite les émissions de gaz à effet de serre dues aux transports. L'agriculture organique "de production locale pour une consommation locale" réduit donc les kilomètres "alimentaires".

La standardisation de la production agricole n'est pas la relation idéale entre producteur et consommateur pour une société durable. Ce dont nous avons besoin, au contraire, c'est d'une structure qui soutienne une large variété agricole, et qui soit adaptée à l'environnement local et aux ressources de la région et du pays. Il faut établir une règle commerciale pour apprécier mutuellement une large variété d'agricultures.

Chaque gouvernement devrait clairement évaluer son objectif d'auto suffisance par une agriculture organique, cesser d'exploiter les pays en développement, et établir les règles internationales pour promouvoir la souveraineté alimentaire et agricole.

4 • FONDER UNE SOCIÉTÉ ORIENTÉE VERS LE RECYCLAGE ET LA COOPÉRATION, BASÉE SUR LES CYCLES NATURELS DE LA VIE.

Pour fonder une société durable, il faut évaluer le cycle des ressources locales et promouvoir des coopérations, tant pour les moissons qu'entre producteurs et consommateurs.

Tout sous-produit, tout déchet issu de la production agricole ou de la consommation alimentaire doit être considéré et utilisé comme une précieuse ressource locale.

L'agriculture organique peut utiliser les déchets organiques de la communauté locale ...

Cette exploitation agricole durable permettrait d'augmenter l'alimentation faite à la maison et, par le recyclage des ressources et avec la coopération des consommateurs pour recycler leurs résidus alimentaires, de réduire l'empoisonnement des fermes et la pression exercée sur l'environnement.

Pour aller de l'avant et fonder cette société de coopération et de recyclage qui met la vie en valeur, réduit les déchets, réutilise et recycle en réhabilitant l'agriculture réelle, il faut agir dès maintenant.

(texte traduit de l'Anglais par Marie-Louise Duboin).

Voici justement un exemple des informations sur la façon dont les grands de ce monde comprennent et résolvent les problèmes essentiels concernant l'alimentation mondiale, dont celle des plus pauvres, que leur politique a pourtant rendue catastrophique :

Un échec retentissant

À la suite des émeutes de la faim qui se sont produites dans de nombreux pays et notamment en Afrique, la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) a tenu un sommet extraordinaire à Rome du 3 au 5 juin sur la sécurité alimentaire, sommet qui a réuni près de 200 délégations. On pouvait lire sous le titre "L'ONU en quête d'un plan pour nourrir la planète", à la Une du Monde du 4 juin : «Ce sommet ne pourra pas se contenter de discuter d'enjeux à long terme : bioénergies, réchauffement climatique. La crise alimentaire mondiale, la forte augmentation des prix des denrées, le déficit d'un certain nombre de productions agricoles imposent à la FAO un ordre du jour frappé du sceau de l'urgence [...] Augmenter les rendements, développer les surfaces cultivées, repenser à nouveau frais la question des agrocarburants [...] autant de préoccupations que devront partager la cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement réunis dans la capitale italienne en présence du Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, et de nombreux responsables de grandes organisations internationales... Avec urgence, concret pourrait bien être le maître mot du sommet de Rome». M. R. Zoellick, président de la Banque mondiale, renchérisait : «Le message que m'ont transmis les Africains, c'est qu'ils sont fatigués de discuter et veulent des actes». De son côté, le Secrétaire général de l'ONU reprochait aux chefs d'État et de gouvernement d'avoir ces dernières années «renoncé à prendre des décisions difficiles et sous-évalué la nécessité d'investir dans l'agriculture». Ce sommet semblait donc s'ouvrir sous les meilleurs auspices. Les choses allaient enfin changer.

Las ! Qu'apprenions-nous ensuite, dans Le Monde du 7 juin ? — Que les «États membres de la FAO ont bouclé dans la douleur, jeudi 5 juin, le Sommet de Rome», qu'ils se sont engagés à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées pour 2015 au plus tard, qu'ils n'ont apporté que des réponses évasives aux problèmes des subventions agricoles et des agrocarburants. Le seul point qui semble avoir fait consensus est qu'il faut doubler la production alimentaire mondiale d'ici à 2050 et favoriser le développement de l'agriculture des pays pauvres, surtout en Afrique. Par contre, les moyens avancés pour résoudre la crise font débat. Le texte final encourage «la communauté internationale à poursuivre ses efforts en matière de libéralisation des échanges agricoles en réduisant les obstacles au commerce, et les politiques qui sont à l'origine des distorsions de marché».

En d'autres termes, il faut continuer la politique capitaliste suivie jusqu'ici, alors qu'elle a conduit les pays en développement à la situation catastrophique qu'ils connaissent actuellement. C'est ce qu'ont fait remarquer, sans doute plus diplomatiquement, les ONG, satisfaites que l'agriculture familiale et le principe d'autosuffisance alimentaire redeviennent une priorité mais qui estiment cependant que ni le commerce, ni la facilitation des exportations, pas

plus que les investissements privés, ne sont des moyens appropriés pour aider les petits producteurs, qui doivent d'abord alimenter les marchés locaux. «Il faut renforcer la production locale, pas la placer sous le contrôle de l'agrobusiness» a résumé le Secrétaire général de l'Organisation internationale pour le droit humain à l'alimentation. Par contre, le Président de la Banque africaine de développement s'est réjoui de constater que «l'heure est venue de voir l'agriculture africaine comme une véritable aubaine commerciale».

Le problème du réchauffement climatique a été complètement laissé de côté. Quant aux agrocarburants, la déclaration finale considère qu'ils «présentent des défis et des opportunités» et que des «études approfondies» sont à entreprendre. Malgré toutes ces non-décisions, la FAO est satisfaite du sommet : «On a pris la vraie mesure du problème de la faim dans le monde [...] du fait que, cette fois-ci, nous n'avons pas seulement un problème humanitaire qui touche quelques pays, mais un problème qui touche tous les pays», a déclaré son Directeur général, Jacques Diouf.

Autrement dit, la FAO n'était pas foutue de résoudre le problème de la faim dans quelques pays mais elle sait faire pour tous les pays ! Ça doit être ça la mondialisation... ! Mais dans l'immédiat, avec cette politique, combien encore vont mourir de faim ?

RÉUNION DE LA FAO EN ITALIE



Les illusionnistes

par Gérard-Henri Brissé

UN MÉLANGE EXPLOSIF

Un sondage, diffusé par radio, indiquerait que s'il y avait, un an après les Présidentielles, un nouveau scrutin, il aboutirait à un résultat à peu près équivalent, faute pour l'opposition de se révéler crédible et de présenter un candidat ou une candidate disposant d'un charisme et d'une majorité incontestables, suffisants pour l'emporter.

Les mécontentements sectoriels montent pourtant : routiers, marins, agriculteurs, fonctionnaires, chercheurs, étudiants, retraités, chômeurs, personnes handicapées, malades, et ceux qui s'occupent d'elles, etc. se retrouvent dans la même galère pour dénoncer l'érosion de leur pouvoir d'achat et de leurs acquis sociaux. Le moindre incident constitue un mélange explosif qui peut mettre le feu aux poudres...

Personnellement, j'attache peu de prix à la présentation individuelle d'un candidat. Il peut, s'il a le talent d'un brillant avocat, faire de belles promesses, les annoncer avec grand pouvoir de séduction, puis, une fois élu, faire le contraire. Je ne crois qu'en un candidat qui énonce un idéal cohérent dans le temps et des objectifs crédibles et qui présente son équipe pour les mettre en œuvre, même si des adaptations de détail s'avèrent par la suite nécessaires.

L'INDIVIDU ISOLÉ N'EXISTE PAS

Si on évoque l'individualisme qui est né de la Révolution française, quand il s'agissait de s'opposer aux corporations et aux principes aristocratiques qui étaient en vigueur avant la fameuse nuit du 4 août, je dis qu'aussi bien la gauche

«La nature humaine ne peut en aucune façon subsister sans l'association des individus»

DAVID HUME (1711-1776), philosophe et historien anglais, auteur des *Essais sur l'entendement humain* (1748).

que la droite peuvent s'entendre sur cette notion de libéralisme tel que l'a évoquée Alexis de Tocqueville ; cet individualisme-là étant source de dialogue démocratique et de droits de l'Homme universels.

Mais aujourd'hui il faut bien reconnaître qu'un individu isolé n'est rien, un Robinson Crusoe isolé sur son île est inimaginable...

L'individu, sujet unique, pourvu d'une ADN et d'empreintes digitales spécifiques, n'existe qu'en fonction des rapports qu'il entretient avec

autrui ; l'individu contemporain vit en société, et, au sein de celle-ci, il a des droits et des devoirs. Il vit en communautés. Celles-ci sont diverses : communautés de travail, de loisirs, culturelles, religieuses, etc., sans pour autant enfreindre le saint principe laïque et républicain.

Une communauté ne se résout pas en atomisations sociales, au contraire, elle constitue un facteur de sociabilité ; quelle qu'elle soit, elle exerce une influence sur la personne, et réciproquement elle permet au sujet de bâtir son histoire et l'Histoire tout court. Mais une communauté doit restée ouverte, sinon elle s'apparente au clan, à la secte, voire au ghetto.

LIBÉRALISME ET INDIVIDUALISME

En aucun cas l'individu ne saurait être assimilé au pion que l'on manipule sur l'échiquier d'une idéologie, celle d'un système partisan ou gouvernemental. Surgissent alors les notions de liberté, de dignité, de responsabilité, voire de laïcité, bref une république, à la lettre la "chose publique" est par essence laïque, c'est-à-dire ouverte à tous les courants de pensée. Et dans cet ensemble, on ne saurait confondre éthique et morale, car chacun a sa morale alors que l'éthique doit être commune à tous.

L'individualisme est-il compatible avec le libéralisme ? Ce dernier doit-il être cantonné à sa conception sociale et politique, ou bien déborder sur le libéralisme économique tel que nous en subissons les effets aujourd'hui ? Ce libéralisme-là sous-entend la liberté d'entreprendre, d'investir, d'innover, de chercher ou de se mettre au service d'autrui, sans pour autant "se vendre" (salarier) pour réaliser un projet commun.

Au sein du monde anglo-saxon sont apparues des notions telles que néo-libéralisme, ou ultra-libéralisme, ou encore monétarisme et manœuvres spéculatives. Ces notions impliquent une autre forme de servitude et, si j'ose m'exprimer ainsi, de dictature. La "libre" concurrence fait alors place au jeu des combines, des arrangements, des délocalisations qui n'ont pour objectif que la recherche du profit et qui n'ont plus rien à voir avec un quelconque "ordre juste" impliquant le respect fondamental de la personne, de son identité, de sa dignité, de sa respon-

sabilité. Y sont exaltées les notions de profit facile, de jeu, de pouvoir, de domination et leurs effets de stress, de suicide, d'addiction dont celle à l'argent par exemple...

On pourrait, si on le voulait, atténuer fortement les dégâts sociaux causés par les délocalisations ou ce qu'il est convenu d'appeler la mondialisation, sans pour autant faire obstacle à la modernisation des entreprises. Il suffit de mettre un terme aux subventions financières liées, soit-disant, à la création d'emplois mais sans contrôle suffisant, et de transférer ces fonds en investissements dans l'établissement...

PARTICIPATION ET INTÉRESSEMENT

La participation bien conçue et bien définie, devrait permettre à tous (fournisseurs, pourvoyeurs de capitaux publics ou privés, sociaux ou particuliers, salariés et clients) d'être bien informés de la gestion de l'entreprise et, si possible, en fonction de leurs connaissances et de leurs compétences, de donner leur avis sur ses grandes orientations.

L'intéressement n'est autre que la part de bénéfice qui revient à chacun, une fois déduite la part d'auto-financement.

Reprises par les "Gaullistes de Progrès", ces notions avaient déjà été énoncées par certains socialistes ou syndicalistes du XIXème siècle, pour s'opposer justement aux excès de l'esclavage et de la domination sous toutes ses formes. À mon avis, Madame Royal est dans le vrai lorsqu'elle invite les établissements financiers et bancaires à participer activement à la lutte contre la spéculation, ses dégâts et l'authentique dictature de ses auteurs, car les milliards envolés en fumée seraient beaucoup plus utiles dans le budget de l'État. Elle était seule à soulever cette question, comme le fait l'hebdomadaire *Marianne*¹ qui consacrait récemment un commentaire fort éclairé sur les méandres de la spéculation financière.

Il faut surtout lire les réflexions pertinentes de Naomi Klein² sur les désastres du phénomène. Comme le faisait Christian Aubin dans *La Grande Relève* du mois dernier, dans son article intitulé "Tout un échafaudage", *Le Nouvel Observateur* du 22 mai 2008 évoquait le rapprochement que fait cette journaliste canadienne entre des événements tels que la guerre américaine en Irak, les dégâts causés par l'ouragan Katrina sur la Nouvelle-Orléans et la crise économique en Argentine, aspects divers de ce que l'on nomme aujourd'hui la mondialisation de l'économie ! Qu'il s'agisse d'écologie ou d'urbanisme, de haut débit informatique, de retombées de la TNT, ou de la prétendue réforme des services publics pour faire plaisir à Bruxelles et satisfaire l'extrême droite, le fond du problème est le même. Il faut absolument mettre un terme

Certaines personnalités politiques apparaissent régulièrement dans les médias, mais hélas, elles retiennent peu l'attention. C'est le cas, par exemple, du député Nicolas Saint-Aignan. Il présente bien, il n'est pas UMP mais anime un club de réflexion qui s'inspire de ce qu'il y a de meilleur dans la tradition d'inspiration gaulliste, ou ce qu'il en reste. Il avance des arguments fort sérieux, répétant à qui veut l'entendre que si nous continuons ainsi nous allons dans le mur et qu'à force d'être grugée, la majorité silencieuse, ébranlée par la chute continue de son pouvoir d'achat, finira par se révolter. De quelle façon, l'Histoire le dira, car il existe mille et une manières de provoquer une révolution quand le mouvement est lancé, il est difficile de le maîtriser...

G-H B.

à la spéculation financière à tous les niveaux de la société... et sans oublier le commerce des armes.

La planète recèle encore suffisamment de ressources pour faire vivre l'humanité, et les moyens de juguler l'effet de serre existent. Mais si nous voulons léguer aux générations futures une planète vivable, ce n'est pas en tournant le dos aux Accords de Kyoto, qui, pourtant, ne constituent qu'un minimum. Ce n'est pas en enterrant ou en marchandisant des stocks de CO2 ou les déchets nucléaires que nous y arriverons.

SURMONTER LE PROBLÈME DE LA FINANCE

Tant que le problème monétaire n'aura pas été surmonté pour permettre un "ordre juste", tous les concepts de développement durable, de commerce équitable, d'écologie politique, de lutte contre l'effet de serre etc, etc, seront des coquilles vides. Vidées de sens.

Et l'Europe, cette Europe qu'on veut rassemblée maintenant à 27, et dans laquelle le Non irlandais a introduit un nouveau grain de sable, restera une chimère. Il ne suffit pas de consulter des Parlements à majorités béni-oui-oui, il faut avoir le consentement, plein et entier, des peuples qui la composent ; car c'est eux qui sont appelés à vivre dans cette Europe-là, et à en subir éventuellement les oukases des technocrates. Pourquoi ne pas les consulter ? Et tous en même temps, pas en catimini, les uns après les autres !

Le traité de Lisbonne ne fut qu'un subterfuge. L'Histoire et ses détours imposent le contraire de cette Europe intégrée au seul profit des financiers : une Europe Confédérale des Peuples ! Que d'occasions gâchées !

1. *Marianne*
du 31/5/2008.

2. *La stratégie du choc*
éd Actes sud,
mai 2008.

L'argent étirable

Avec un groupe de spécialistes du marketing, nous venons de passer la semaine sur internet. Votre correspondant, qui a grandi sans air conditionné et sans internet, a eu du mal à suivre. Et quand l'un des intervenants a déclaré : «*il faut comprendre la dynamique sémantique des moteurs de balayage*», il n'avait pas la moindre idée de ce dont il parlait. Mais les autres participants hochant la tête avec approbation, il a pensé que ceci n'était qu'un de ces problèmes qui apparaissent quand on vieillit : on devient plus sage... mais au sujet de choses qui n'existent plus. Par exemple, lorsque la voiture met du temps à démarrer, on pense naturellement qu'il faut nettoyer le carburateur. Jusqu'à ce qu'on réalise qu'il n'y a plus de carburateur : les voitures aussi sont devenues électroniques !

La grande nouvelle de la semaine dernière c'était qu'aux États-Unis les prix de vente au détail ont grimpé de 1 % le mois dernier. Le double de ce qu'avaient prévu les économistes ! En mai déjà les prix avaient grimpé de 2,3 %. Et le *New York Times* annonce que l'augmentation des prix des matières premières ne montre «*aucun signe de ralentissement*». Dans le Midwest des inondations aggravent la situation et font tant grimper le cours du maïs qu'il atteint de nouveaux sommets. Le *Financial Times* annonce que «*les attentes d'inflation subissent une augmentation radicale*» et le *Beige Book* de la Fed que l'économie est «*généralement faible*».

Comment les consommateurs peuvent-ils continuer à dépenser ? Ils sont censés réduire leur train de vie... ou alors peut-être qu'ils dépensent leurs chèques de réduction d'impôts... ?

Il y a encore autre chose que la voiture qui est devenue électronique : c'est l'argent. Dans notre sagesse délabrée, nous nous méfions de ce nouvel argent électronique. L'ancien argent-papier était bien assez catastrophique : si on leur en donnait l'occasion, les Banques centrales en imprimaient... bien plus qu'elles n'auraient dû. Et très vite il y avait beaucoup plus de morceaux de papier que de choses qu'ils permettaient d'acheter. À présent, les autorités qui contrôlent l'ar-

gent n'ont même pas besoin de se salir les mains avec de l'encre. Elles peuvent créer de la monnaie de manière électronique et il n'y a, en fait, pas de limite à la quantité qu'elles peuvent créer puisqu'il leur suffit d'ajouter des zéros. Ajoutez-les électroniquement, il n'y a plus de limite !

Par contre, la richesse réelle, elle, elle ne se crée pas si facilement. Elle n'est pas électronique, elle ne se limite pas à des 0 et des 1, elle n'est pas ... ces fantômes qui disparaissent à la première coupure de courant. La richesse réelle est physique, ce sont des choses que vous pouvez toucher, manger, conduire, habiter.

L'ennui c'est que la richesse réelle et "l'argent" sont liés. Les maisons, par exemple, sont de la richesse réelle. Mais en termes d'argent, leur valeur varie. Par exemple, au cours des dix années entre 1886 et 2006, le prix des maisons américaines a quasiment doublé. Bien entendu, il s'agit, dans l'ensemble, des mêmes maisons... peut-être un peu plus grandes, et avec quelques plans de travail supplémentaires, mais guère différentes sur le fond. Que s'est-il passé qui les a rendues plus précieuses ?

La vérité est qu'elles ne sont pas vraiment plus précieuses, elles sont juste plus chères. L'argent élastique des États-Unis s'est étiré de manière à les rendre plus coûteuses ! L'argent électronique est très flexible.

Et voilà que l'élastique est en train de revenir à sa position initiale.

Selon Case/Shiller, les prix des maisons ont chuté de 13 % depuis l'an dernier. Et un analyste de JP Morgan affirme qu'ils baisseront probablement de 30 % avant que tout se termine... en 2010. Selon lui, cela coûtera au secteur de la finance environ 1.000 milliards de dollars de pertes sur les titres adossés à des créances hypothécaires, et au pays tout entier 4.000 milliards de dollars de «*perte d'accès aux capitaux*».

Ouille ! Le voilà bien le problème avec l'argent étirable : lorsque l'élastique claque, ça fait mal !

[ce texte est tiré d'un envoi signé
"Guillaume de Baskerville",
qui joint deux adresses internet :

<http://lenairu.free.fr> et <http://inflation.free.fr>].

Merci !

Nous prenons soin de noter sur chaque étiquette la date d'échéance de leur abonnement, dans l'espoir que nos lecteurs s'efforceront d'y prendre garde et, qu'aux environs de cette date, soit ils le renouvelleront, soit ils nous avertiront qu'il est inutile de le poursuivre.

Hélas, la plupart de nos lecteurs, sûrement parce qu'ils sont pressés de lire notre prose, ne font pas attention à cette date. C'est dommage pour nous, car envoyer à chacun une lettre de rappel est à la fois un long travail et une sérieuse dépense. Nous ne faisons donc pas souvent ces rappels, et pendant parfois de nombreux mois nous continuons le service à nos frais. C'est évidemment preuve de notre part d'une absence totale d'un souci "marketing". Nous avouons donc que nous ne sommes pas doués pour le commerce et nous remercions sincèrement les abonnés qui le comprennent.

Abordons un sujet d'actualité, celui de l'immigration.

Pour commencer, donnons la parole à JEAN-LOUIS GLORY qui est professeur de philosophie et membre du comité de rédaction de la revue de l'AFASPA¹, *Aujourd'hui l'Afrique*.

Il pose ici le problème dans sa globalité actuelle et envisage ses perspectives dans le système capitaliste.

Dans un prochain article, il en envisagera des solutions à la fois conformes aux réalités économiques, historiques et sociales et aux droits humains.

1. AFASPA = Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique, 13 rue P. et M. Curie 93170 Bagnolet

Regarder la vérité en face et éviter la barbarie

par Jean-Louis Glory

LE DÉPEUPEMENT DE L'EUROPE OCCIDENTALE

L'Europe se dépeuple. L'allongement de la durée de la vie freine ce phénomène de dépeuplement global mais entraîne un vieillissement de la population et donc une raréfaction des adultes en âge de travailler. Les mesures prises pour reculer l'âge de la retraite ne peuvent qu'aboutir à maintenir sur le marché de l'emploi une marchandise peu attrayante pour les employeurs : des travailleurs vieillissants, fatigués, usés, aux connaissances obsolètes et donc peu productifs qui iront grossir les rangs des chômeurs.

Seule une politique nataliste pourrait inverser cette tendance au dépeuplement sans recours à l'immigration. Or une politique nataliste est coûteuse à court terme (primes, allocations familiales décentes, allongement des congés parentaux à la naissance), à moyen terme (crèches, écoles maternelles) et à long terme (collèges, lycées, enseignement supérieur, équipements sportifs, de culture, de loisirs, etc.).

Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'une telle politique rencontrerait un franc succès : la précarisation générale de la vie (travail temporaire, CDD, délocalisations, périodes fréquentes de chômage, multiplication des divorces et des unions libres, facilitation grandissante de la contraception et de l'avortement) rend de plus en plus aventureux d'envisager de fonder une famille et a fortiori une famille nombreuse. Cette précarisation est la conséquence logique de l'évolution actuelle de l'économie capitaliste : obsolescence rapide des techniques et des produits, recherche permanente de nouveaux marchés et de nouvelles "cibles", production à "flux tendu", "optimisation" du profit, recherche permanente "d'opportunités".

Le travailleur (ou la travailleuse, bien sûr) idéal est un célibataire sans charges ni attaches familiales, groupales ou régionales, dans la force de l'âge, en bonne santé, capable, quel que soit son niveau de qualification initial, d'apprentissages rapides, capable, parce que seul, de supporter des périodes de chômage. Et, peut-on ajouter, capable de communiquer en "basic english" et de manipuler un clavier d'ordinateur.

En économie capitaliste l'homme est avant tout main-d'œuvre. La main-d'œuvre a un coût considéré comme coût de production et il s'agit de réduire les coûts pour optimiser le profit.

Ce modèle du travailleur idéal a été intériorisé par une partie non négligeable de la population qui y voit un progrès de la liberté individuelle : les solidarités de classe sont dans le meilleur des cas remplacées par des solidarités corporatives et dans le pire des cas par le "chacun pour soi".

Le contrat est préféré à la loi. Le mariage devient un contrat temporaire² entre deux individus asexués (encore limité à deux – mais on se demande bien pourquoi³) et l'enfant n'est que l'objet du désir contingent d'un couple ou d'un individu. On compte sur la science, la diplomatie ou les "ONG" pour combler ce désir, lorsque la nature n'y suffit pas.

Longtemps la fermeture nationale du marché de l'emploi et du marché de la consommation ont obligé le patronat à se préoccuper de la reproduction à long terme de la force de travail dans le cadre national. D'où des politiques natalistes et des efforts pour maintenir un bon niveau d'efficacité de la main-d'œuvre autochtone.

Longtemps aussi les techniques militaires disponibles et les stratégies des états-majors des grandes puissances supposaient des armées

2. Il est proposé au titre de la "modernisation" qu'un notaire puisse régler sa rupture dans les "cas simples".
3. La polygamie est reprochée aux Musulmans. Or nos chaînes TV proposent en permanence des situations de triolisme ou de "gang bang" où le nombre de partenaires finit par être difficile à déterminer !

- ● ● bénévoles "citoyennes", nombreuses en temps de paix et très nombreuses en temps de guerre. Aujourd'hui les armées, hautement technicisées, n'ont besoin que d'un petit nombre de mercenaires très spécialisés pour se livrer à des opéra-

tions de maintien de l'ordre international et, au besoin, national. Au contraire une armée citoyenne, de conscription, pourrait limiter les marges de manœuvre des décideurs dans les guerres actuelles ou futures.

LA MOBILISATION DES CHÔMEURS EUROPÉENS POURRAIT-ELLE RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DÉMOGRAPHIQUES DE L'EUROPE ?

L'Europe occidentale compte actuellement des millions de chômeurs qu'ils soient qualifiés ou non qualifiés professionnellement, qu'ils soient d'origine autochtone ou d'origine immigrée. Il peut donc paraître logique d'envisager en priorité de mobiliser ces chômeurs pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre.

Mais cette solution ne peut être que partielle et provisoire **en économie capitaliste** : le chômage est une nécessité pour contenir la pression salariale comme le disent élégamment les économistes : plus le "volant" de chômage est élevé plus les salaires peuvent être "contenus" voire réduits (cf. le cas de l'Allemagne). La recherche du profit maximal dans une économie mondialisée suppose la réduction des coûts et donc le maintien de bas salaires.

De plus l'élévation générale du niveau d'éducation, d'hygiène, d'aspirations à la dignité obligerait le patronat à des améliorations considérables des conditions de travail et de salaires pour faire accepter aux chômeurs européens des travaux salissants, pénibles, socialement perçus comme disqualifiants (bâtiment, travaux publics, ébouage, nettoyage, etc.).

On ne voit pas actuellement quelles forces politiques ou syndicales pourraient contraindre le patronat à de telles améliorations.

En ce qui concerne les travaux qualifiés et socialement valorisants la situation n'est pas meilleure : il faudrait déployer des efforts coûteux dans l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche, la formation continue.

Et ces efforts n'ont d'effet qu'à long terme. Recruter un médecin français c'est d'abord assurer à ses parents des conditions de vie qui permettront à leur enfant de devenir médecin et lui assurer au moins vingt ans d'études. Ces coûts et ces délais sont tels que seul, même en économie capitaliste, l'État peut les assumer. Or l'État tend à diminuer son rôle et ses moyens partout en Europe !

De plus la mobilisation des chômeurs d'Europe occidentale ne résoudrait pas le problème plus général du dépeuplement : les chômeurs remis au travail n'auraient pas davantage d'enfants, et une fois vieillis, ils seraient comme toute population vieillie demandeurs de main d'œuvre plus jeune (soins médicaux, soins à la personne, loisirs).

D'OU PEUVENT VENIR LES IMMIGRÉS ?

• 1°/ Des pays d'Europe centrale et orientale (les PECO) ?

— Il s'agit de populations européennes qui ont bénéficié après 1945 de conditions de santé et d'éducation très satisfaisantes, qui sont liées à l'histoire et à la culture européenne et qui après 1990 ont subi un véritable recul brutal de civilisation. Il s'agit donc d'un réservoir attractif de main-d'œuvre éduquée et peu exigeante. Une institutrice polonaise gagne plus à ramasser des pommes en Normandie qu'à exercer son métier en Pologne.

Mais cette institutrice voudra dépenser son gain en Pologne et n'acceptera pas de devenir à vie ouvrière agricole. Il est donc probable que les PECO fourniront surtout des travailleurs saisonniers. La qualité des transports et les faibles distances en Europe facilitent des mouvements pendulaires de main-d'œuvre.

Les délocalisations d'entreprises d'Europe occidentale vers les PECO y créent des points de fixations de plus en plus nombreux pour la main-d'œuvre autochtone qui voit son niveau de vie s'élever et par conséquent son désir d'émigrer diminuer au fur et à mesure que s'y développent les luttes sociales.

De plus le bilan démographique de ces pays est souvent pire que celui de l'Europe occidentale. On ne voit donc pas que les PECO puissent être à l'origine de la solution des besoins démographiques et de main d'œuvre de l'Europe occidentale.

• 2°/ De Turquie ?

— Il est clair que l'un des enjeux de l'entrée de la Turquie en Europe est d'ordre démographique. Mais à terme, la Turquie connaîtra une

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

M. Huard 7 – R. Labesse 50 – G. Oostenbroek 17 – A. Planchon 4
– R. Rio 7 – Mme Colline 37 – J. Fichou 20 – S. Bagu 14 – E. Mons 27
– M. Devos 2 – Mme Laurent 7 – Melle Parabelle 12 – Melle Eckert 40
– A. Voisin 2. Total 246 euros. (Liste de deux mois au 13/6/2008).

Merci à tous !

baisse de sa natalité, sa population deviendra plus exigeante et elle se dirigera pour des raisons géographiques vers les PECO.

• 3°/ D'Amérique latine ?

— L'afflux de Latino-américains en Espagne pourrait le faire penser. Mais la baisse de la fécondité, le développement économique du Brésil, les espoirs de transformations sociales révolutionnaires (Vénézuéla, Bolivie, etc.) laissent peu attendre une immigration

importante qui pourrait en provenir (sauf peut-être en Espagne pour des raisons culturelles). Et il y a l'attrait des États-Unis.

• 4°/ D'Asie ?

— L'éloignement culturel et géographique, le développement impétueux de la Chine assorti d'un contrôle des naissances efficace, le développement de l'Inde, rendent aussi peu probable une émigration asiatique massive vers l'Europe occidentale.

2 - L'IMMIGRATION SERA DURABLEMENT AFRICAINE

Le bilan démographique de l'immense majorité des États africains est largement positif. Les conditions de vie des populations, à tous niveaux de qualification, sont telles que le désir de migration y est irrépensible. Les perspectives de développement à court et à moyen terme sont si faibles et si fragiles qu'on ne voit pas ce

qui pourrait venir le diminuer. Ce désir s'exprime parfois au mépris du désir de vivre.

La proximité géographique et la proximité linguistique, qui résultent de la colonisation, facilitent l'émigration vers l'Europe, même si les migrations de population les plus importantes sont intra-africaines.

MAIS

1°/ Or, en ce qui concerne la France, le passé esclavagiste et colonial et les luttes de décolonisation ont laissé de part et d'autre des meurtrissures profondes. Pour plaire à l'opinion publique, et à certains électors, on a essayé de jeter le voile de l'oubli sur ce qui s'est réellement passé. D'où ressentiment, méfiance et parfois haine de part et d'autre.

2°/ Les conditions de travail et de vie qui ont été et sont faites aux Africains déjà immigrés en France et plus généralement en Europe n'encouragent pas les nouveaux immigrés à avoir une perception positive de leurs hôtes.

3°/ Les Africains, Subsahariens ou Maghrébins, sont dans l'immense majorité des cas immédiatement identifiables par des Européens (comme le sont les "Blancs" en Afrique.)

4°/ Si la colonisation a imposé une proximité linguistique, sa brutalité et son égoïsme n'ont pas permis un profond rapprochement culturel : souvent l'immigré a une autre religion, d'autres types de relations familiales ou conjugales, d'autres manières de s'occuper de ses enfants, d'autres manières d'occuper l'espace public,

d'autres manières de gérer son temps. Parfois d'autres manières de se vêtir.

5°/ L'islamophobie, qui fait pendant à l'islamisme radical croissant, vient compliquer les choses.

6°/ Les immigrés africains appartiennent pour une bonne part d'entre eux aux catégories les plus pauvres de la population française : ce qui permet une ethnisation des problèmes sociaux et notamment celui de la délinquance : il y a toujours eu statistiquement plus de chances qu'un voleur à la tire soit fils de manœuvre maçon que fils de notaire.

Et la pauvreté n'est pas qu'une question de fin de mois difficile : elle finit par altérer tous les aspects de la personnalité (difficulté scolaire, indiscipline, incivilité, etc.) et elle assigne à résidence dans des ghettos de fait.

7°/ À cela s'ajoute pour les plus pauvres et les moins instruits des Européens la perception de la concurrence objective que leur font les Africains dans les emplois auxquels ils pourraient prétendre, dans les logements sociaux, dans les aides publiques, voire charitables.

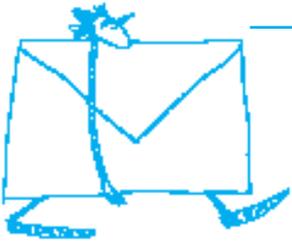
CONCLUSION

On a là tous les ingrédients d'une situation explosive : d'un côté le caractère inéluctable de l'immigration africaine, de l'autre des raisons d'une défiance à l'égard de cette immigration, pour ne pas dire un rejet.

Il y a chez certains Européens, et donc Français, une crainte réelle de la perte de l'identité nationale. C'est à cette crainte que

l'intitulé complet du Ministère Hortefeux prétend répondre.

Il est clair que la manière dont risque d'être envisagée la prolongation de l'immigration africaine peut conduire vers une catastrophe (racisme et pogroms en Europe, perte des cerveaux en Afrique et donc aggravation de la situation générale).



Toutes les réactions de lecteurs suite à l'annonce, dans la GR N°1085, par Marie-Louise et Jean-Pierre de leur « passage de main », traduisent un peu de ce que je ressens moi aussi. Mais alors, me direz-vous, tu es à la fois chèvre et chou puisque certaines sont diamétralement opposées ?

Oui, mais seulement sur un plan technique. Je m'explique :

Dans un coin de mon bureau dort une énorme machine à écrire qui prend quasiment la place de deux ordinateurs actuels. Elle à beau ne dater que des années quatre-vingt, à chaque fois que j'ai tenté de la faire réparer, je me suis fait traiter de dinosaure par les spécialistes, et aucun dépanneur en activité n'était capable de la remettre en état. Je la conserve évidemment pour accéder à des textes mis en mémoire sur des disquettes d'un format aujourd'hui complètement oublié. Toutes ces données sont donc à la merci d'une panne définitive du "dinosaur".

Dans un coin du grenier se trouvent deux cartons de bandes magnétiques inutilisables tant qu'on ne trouve pas un technicien capable de remettre en état de marche un magnétophone adapté. Il ne s'agit que d'un problème de courroies, cependant il est difficile à résoudre à cause justement de la société de consommation qui doit, pour perdurer, rendre les objets éphémères.

En revanche, dans d'autres cartons se trouvent des journaux, pas toujours en excellent état, mais néanmoins très lisibles, qui, eux, datent du début du

XX^e siècle, voire de la fin du précédent. Permettez-moi, je vous prie, cette citation de Jean-Jacques Ledos, dans sa "Chronique médiatique" de Gavroche (revue d'histoire populaire) N°154 d'avril-juin 2008 : «Le progrès dont on nous rebat les oreilles s'autodétruirait-il ? La fuite en avant qu'il représente a peu de souci de conserver les valeurs d'un passé qui peut être accusateur. Les techniques nouvelles de saisie des données n'en assurent pas la conservation prolongée. Déjà, il est difficile de trouver des appareils de lecture des bandes magnétiques. Le renouvellement constant des systèmes informatiques, ordinateurs et logiciels, rend impossible la consultation des données qu'on n'aurait pas sauvegardées sur d'autres supports. Des armes nouvelles à l'étude pourraient avoir pour mission de détruire les supports électromagnétiques. La seule préservation reste l'imprimerie. À condition toutefois que les papiers tiennent le coup.»

Pour mettre à la disposition des jeunes et moins jeunes des textes devenus rares, je consacre une partie de mes loisirs à les "numériser", c'est-à-dire à les faire passer du support papier, à celui, prétendument immatériel, mais encore trop matériel puisque l'incompatibilité des systèmes informatiques et leur extrême vulnérabilité n'est plus à démontrer.

Ceci pour dire que les deux modes sont estimables et devraient se compléter. Les dangers sont multiples dans cette société de gaspillage.

Alors qu'il a parfaitement fonctionné pendant plus d'un siècle, le mode de diffusion des idées sur papier semble devoir

devenir de plus en plus difficile, d'une part à cause de la qualité du papier, et d'autre part à cause de la mauvaise volonté évidente de la Poste, devenue banque capitaliste, qui fait tout pour dissuader les petites publications.

Le mode numérique serait séduisant si l'obsolescence programmée des matériels ne nous obligeait pas à tout remplacer périodiquement.

Les disques microsillons, dits aussi "vinyle", nous ont donné satisfaction pendant plus de 50 ans. Il paraîtrait que les CD qui les remplacent depuis moins de vingt ans seront bientôt désuets et remplacés par autre chose qui nécessitera un nouveau changement de matériel. Certains prétendent que tout cela n'a guère d'importance puisque l'essentiel est que tes données numérisées sous forme de "zéros" et de "uns" restent universelles. Ce n'est pas exact puisque au fur et à mesure que les supports changent, il faudrait à chaque fois recopier toutes ces données sur le nouveau support, ce qui signifie changer son matériel de lecture.

Terriblement efficace quand ça fonctionne, l'informatique est séduisante par son confort d'utilisation par ses performances de tri, d'archivage, de recherche des données et j'en passe. Mais, Hélas ! Ce n'est jamais universel et malgré ce qu'on voudrait nous faire accroire, il y a toujours des incompatibilités entre les systèmes, en particulier les PC et les Macintosh, et souvent même entre PC de générations différentes.

Internet est aussi un piège, pour ces raisons et pour d'autres encore.

Si nous connaissons tous quelques vieillards qui s'y sont mis, nous sommes également nombreux, pourtant entre

Silence !

Nous avons reçu un appel au secours de la revue écologique *Silence* dont nous extrayons bien volontiers les lignes suivantes :

«Comme l'ensemble de la presse, *Silence* connaît actuellement des difficultés importantes qui compromettent son avenir. les abonnements connaissent depuis deux ans une baisse importante... La revue a fait le choix de l'autonomie (pas de subvention, peu de publicité) et souhaite pouvoir continuer en ce sens. C'est la garantie de notre autonomie politique et de notre liberté de ton... *Silence* n'est pas diffusé en kiosque par manque de moyens et par souci écologique... ce qui limite le nombre de personnes qui découvrent la revue "par hasard". Après 26 ans de parution *Silence* a une place à part dans la presse alternative ... Si *Silence* disparaît ce sont les alternatives qui nous tiennent à cœur qui risquent de passer sous silence... Nous vous invitons à envoyer un chèque du montant de votre choix à

Silence, 9 rue Demenge, 69317 Lyon cedex 04 sachant que les déductions fiscales d'impôt sont acceptées pour les dons à la presse.»

LA POSTE

SE "MODERNISE" ...

Beaucoup de courrier nous est encore envoyé à l'adresse d'une boîte postale que la Poste a supprimée. Rappelons donc à nos lecteurs, pour que leurs messages ne soient pas perdus, qu'il faut adresser le courrier du journal à l'adresse :

88 BOULEVARD CARNOT
78110 LE VÉSINET.



En mettant fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place... mais qui ne travaille pas pour lui, l'économie distributive transforme le progrès technique en progrès social :

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles.

Ce "revenu social" est versé en "monnaie de consommation" pour permettre au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine.

Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (entretien, extension et perfectionnements de l'équipement) revêt la forme d'un "service social", service civil accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les complète de **droits économiques** sans lesquels ils n'ont pas de sens, car, comme disait Jacques Duboin :

«pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre» !

SUGGESTIONS DE LECTURES

• **JACQUES DUBOIN**

Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

• **ET SI ON CHANGEAIT ?**

La bande dessinée par J.Vignes-Elie (3,80 euros).

• D'anciens numéros (1 euro) contenant des dossiers toujours actuels. Par exemple :

N°984 **MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?**

N°989 **RETRAITES : L'INTOX**

N°1058 **LA GR A 70 ANS ET TOUTES SES DENTS**

N°1081 **30 ANS DE DIALOGUE AVEC ANDRÉ GORZ**

On peut les commander au journal
(les prix indiqués sont franco de port).

*

• **MAIS OÙ VA L'ARGENT ?**

L'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 14,90 euros).

• **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**

Un roman de Marie-Louise Duboin, qui explique, à l'aide d'exemples, les mécanismes de l'économie proposée et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société (16,70 euros).

*

Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Ce sont :

• **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**

texte d'une conférence d'André Prime.

• **KOU, L'AHURI ou LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE**

un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, et resté tellement d'actualité qu'il a été mis en scène au théâtre soixante deux ans plus tard !

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture

et ne sont pas retournés.

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER, LASSERPE.

Impression : ARTIS.

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : <http://economiedistributive.free.fr>



(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)